

RÈGLEMENT DE LA CONSULTATION

ACCORD-CADRE DE FOURNITURES COURANTES ET DE SERVICES

Centre INRAE Occitanie-Toulouse

Etablissement Public à caractère scientifique et technologique (EPST)

Unité Mixte de Recherche GenPhySE - Bâtiment E

Service Achats Marchés

24, chemin de Borde Rouge - CS 52627

31326 CASTANET TOLOSAN CEDEX - France

Tél : 05.61.28.54.34

Consultation n° 2025U1388N0002

**Prestation de Service de séquençage haut débit
d'ADN et d'ARN pour l'UMR GenPhySE**

Date et heure limites de réception des offres :

Mercredi 15 octobre 2025 à 12h00

SOMMAIRE

<u>Article 1 - Objet et étendue de la consultation</u>	3
Article 1.1 - Contexte général	3
Article 1.2 - Objet	3
Article 1.3 - Mode de passation	4
Article 1.4 - Type et forme de contrat.....	4
Article 1.5 - Décomposition de la consultation.....	4
Article 1.6 - Nomenclature.....	5
Article 1.7 - Réalisation de prestations similaires.....	5
Article 1.8 - Renouvellement	5
<u>Article 2 - Conditions de la consultation</u>	5
Article 2.1 - Délai de validité des offres	5
Article 2.2 - Forme juridique du groupement	5
Article 2.3 - Variantes et Prestations Supplémentaires Eventuelles (PSE).....	5
Article 2.4 - Confidentialité et mesures de sécurité	5
<u>Article 3 - Conditions relatives au contrat</u>	6
Article 3.1 - Durée du contrat ou délai d'exécution	6
Article 3.2 - Modalités essentielles de financement et de paiement	6
<u>Article 4 - Contenu du dossier de consultation</u>	6
<u>Article 5 - Présentation des candidatures et des offres</u>	7
<u>Article 6 - Conditions d'envoi ou de remise des plis</u>	8
Article 6.1 - Transmission électronique	9
Article 6.2 - Transmission sous support papier.....	10
<u>Article 7 - Examen des candidatures et des offres</u>	10
Article 7.1 - Sélection des candidatures.....	10
Article 7.2 - Attribution des accords-cadres	10
Article 7.3 - Suite à donner à la consultation.....	11
<u>Article 8 - Renseignements complémentaires</u>	11
Article 8.1 - Adresses supplémentaires et points de contact.....	11
Article 8.2 - Procédures de recours	11

Article 1 - Objet et étendue de la consultation

Article 1.1 - Contexte général

Présentation du centre INRAE Occitanie-Toulouse :

L'Institut National de Recherche pour l'Agriculture, l'Alimentation et l'Environnement (INRAE) est un organisme de recherche scientifique publique finalisée, placé sous la tutelle conjointe des ministères en charge de l'Enseignement supérieur, la Recherche et l'Innovation (MESRI) et celui en charge de l'Agriculture et de la Souveraineté alimentaire (MASA). Ses recherches concernent les questions liées à l'agriculture, à l'alimentation et à la sécurité des aliments, à l'environnement et à la gestion des territoires, avec un accent tout particulier en faveur du développement durable.

Ses missions générales sont :

- de produire et de diffuser des connaissances scientifiques ;
- de concevoir des innovations et des savoir-faire pour la société ;
- d'éclairer, par son expertise, les décisions des acteurs publics et privés ;
- de développer la culture scientifique et technique et participer au débat science/société ;
- de former à la recherche et par la recherche.

Présentation de l'Unité Mixte de Recherche (UMR) GenPhySE :

L'Unité Mixte de Recherche GenPhySE (Génétique, Physiologie et Systèmes d'Elevage) réunit des chercheurs en sciences animales. Elle rassemble des compétences en génétique, épigénétique, génomique et physiologie animale et en systèmes d'élevage. L'objectif global de l'unité est de mieux connaître et améliorer les génomes, les animaux, les populations et les systèmes d'élevage des porcs, des petits ruminants, des volailles et des lapins. Ce panel de compétences permet de produire des connaissances fondamentales sur la structure, l'organisation et/ou le fonctionnement du génome et du méta génome, mais également des connaissances finalisées pour la sélection génétique, l'amélioration des pratiques d'élevage et la conception de systèmes d'élevage plus durables.

Intérêt scientifique et définition du besoin :

Les recherches en génétique et épigénétique animale s'appuient largement sur du séquençage de nouvelle génération (NGS), c'est-à-dire sur l'identification de la séquence et des marques biochimiques pour un grand nombre d'animaux. Les marques épigénétiques étudiées dans l'UMR GenPhySE sont notamment les marques de méthylation de l'ADN génomique. L'ensemble de ces données de séquençage est utilisé pour identifier des régions du génome impliquées dans le déterminisme de phénotypes des différentes espèces d'intérêt de l'unité. Le marché de prestation de service entre donc dans le cadre des activités de recherche de l'unité.

Article 1.2 - Objet

La présente consultation concerne :

- L'achat de prestations de séquençage d'ADN génomique et d'ARN, à moindre coût afin d'étudier de manière la plus exhaustive possible et à haut-débit le génome, la méthylation et l'expression des gènes des espèces d'intérêt de l'unité

Et

- La livraison des données de séquençage par un système sécurisé.

Le nombre d'échantillons (lots 1-2-4-5-6) / librairies (lot3) sera conditionné à la demande des collaborateurs publics et privés de GenPhySE.

Lieux d'exécution :

Une partie du patrimoine de INRAE Occitanie-Toulouse :

- Le site d'Auzeville-Tolosane :
UMR GenPhySE Centre INRAE Occitanie-Toulouse – Bâtiment E
24 Chemin de Borde Rouge - Auzeville-Tolosane CS 52627
31326 Castanet Tolosan cedex - France

Article 1.3 - Mode de passation

La procédure de passation utilisée est l'appel d'offres ouvert. Elle est soumise aux dispositions des articles L.2124-2, R.2124-2 1° et R.2161-2 à R.2161-5 du Code de la commande publique.

Article 1.4 - Type et forme de contrat

Il s'agit d'un **accord-cadre multi-attributaires conclu avec maximum de 300 000 euros HT pour toute la durée de l'accord-cadre et tous lots confondus** en application des articles L.2125-1 1°, R.2162-1 à R.2162-6, R.2162-13 et R.2162-14 du Code de la commande publique. Le présent accord-cadre cesse de produire tout effet quand ce montant maximum aura été atteint. En conséquence, aucune commande ne pourra être exécutée et payée en application du présent support du fait de l'atteinte de ce maximum.

Cet accord-cadre fixe toutes les conditions d'exécution des prestations et comprend des prestations à bons de commande. Les bons de commande seront notifiés par le pouvoir adjudicateur au fur et à mesure des besoins.

Il donnera lieu à l'émission de bons de commande dont leur attribution sera faite entre les titulaires retenus selon la méthode dite « en cascade » qui consiste à faire appel en priorité au titulaire le mieux-disant.

Ainsi, le pouvoir adjudicateur contactera le titulaire dont l'offre a été classée première. Si celui-ci n'est pas en mesure de répondre dans les délais exigés, le pouvoir adjudicateur pourra s'adresser au(x) titulaire(s) dont l'offre a été classée deuxième et ainsi de suite.

L'accord-cadre sera attribué à trois (3) opérateurs économiques maximum par lot, sous réserve d'un nombre suffisant d'offres.

Article 1.5 - Décomposition de la consultation

Les prestations sont réparties en six (6) lots traités par accords-cadres séparés.

Ces lots, dont l'intitulé figure ci-dessous, correspondent à différents types de prestation de service selon le matériel biologique fourni, le type de technologie demandée et les résultats attendus. Les échantillons transmis au(x) titulaire(s) seront code-barrés et sont définis au C.C.P :

Lot(s)	Désignation
Lot n° 01	Whole Genome Sequencing
Lot n° 02	Whole Genome Bisulfite Sequencing ou Whole Genome Enzymatic Methyl Sequencing
Lot n° 03	Reduced Representation Bisulfite Sequencing
Lot n° 04	mRNAseq
Lot n° 05	small RNAseq
Lot n° 06	Long read sequencing

Les candidats peuvent présenter une offre pour un ou plusieurs lots, et peuvent se voir attribuer un ou plusieurs lots.

Article 1.6 - Nomenclature

La classification conforme au vocabulaire commun des marchés européens (CPV) est :

Code principal	Description
75310000-2	Services de prestations

Article 1.7 - Réalisation de prestations similaires

Le pouvoir adjudicateur se réserve la possibilité de confier ultérieurement au(x) titulaire(s) de l'accord-cadre, en application des articles L.2122-1 et R.2122-7 du Code de la commande publique, un ou plusieurs nouveaux marchés ayant pour objet la réalisation de prestations similaires.

La durée pendant laquelle les nouveaux accords-cadres peuvent être conclus ne peut dépasser trois (3) ans à compter de la notification de l'accord-cadre initial.

Article 1.8 - Renouvellement

Il s'agit d'un accord-cadre renouvelable en raison du caractère récurrent des prestations.

Article 2 - Conditions de la consultation

Article 2.1 - Délai de validité des offres

Le délai de validité des offres est fixé à cent-vingt (120) jours à compter de la date limite de réception des offres.

Article 2.2 - Forme juridique du groupement

Le candidat peut se présenter seul ou sous la forme d'un groupement.

En cas de groupement d'opérateurs économiques, ce dernier peut être :

- Soit conjoint (lorsque chaque membre du groupement s'engage à exécuter le (ou les) prestation(s) susceptible(s) de lui être confiée(s) dans l'accord-cadre),
- Soit solidaire (lorsque chaque membre du groupement est engagé sur la totalité de l'accord-cadre).

Dans les deux formes de groupement, l'un des membres, désigné dans l'acte d'engagement comme mandataire, représente l'ensemble des membres du groupement et en coordonne les prestations.

Le mandataire d'un groupement conjoint est solidaire, pour l'exécution de l'accord-cadre, de chacun des membres du groupement pour ses obligations contractuelles.

En application de l'article R.2142-21 du Code de la Commande publique, il est interdit aux candidats de présenter plusieurs offres en agissant à la fois :

- En qualité de candidats individuels et de membres d'un ou plusieurs groupements ;
 - En qualité de membres de plusieurs groupements ;
- sous peine d'élimination des offres concernées.

Article 2.3 - Variantes et Prestations Supplémentaires Eventuelles (PSE)

Aucune variante ni PSE n'est autorisée.

Article 2.4 - Confidentialité et mesures de sécurité

Les candidats doivent respecter l'obligation de confidentialité et les mesures particulières de sécurité prévues pour l'exécution des prestations.

L'attention des candidats est particulièrement attirée sur les dispositions du Cahier des Clauses Particulières qui énoncent les formalités à accomplir et les consignes à respecter du fait de ces obligations de confidentialité et de sécurité.

Article 3 - Conditions relatives au contrat

Article 3.1 - Durée du contrat ou délai d'exécution

La durée est fixée à l'article 6.1 du CCP.

Article 3.2 - Modalités essentielles de financement et de paiement

Les sommes dues au(x) titulaire(s) et au(x) sous-traitant(s) de premier rang éventuel(s) de l'accord-cadre seront payées dans un délai global de trente (30) jours à compter de la date de réception des factures ou des demandes de paiement équivalentes.

L'attention des candidats est attirée sur le fait que s'ils veulent renoncer aux bénéfices de l'avance prévue au CCP, ils doivent le préciser à l'Acte d'Engagement.

Article 4 - Contenu du dossier de consultation

Le Dossier de Consultation des Entreprises (DCE) contient les pièces suivantes :

- Le Règlement de la Consultation (RC), commun pour l'ensemble des lots ;
- L'Acte d'Engagement (AE) et son annexe, un par lot ;
- Le Bordereau des Prix Unitaires (BPU), commun pour l'ensemble des lots ;
- Le Cahier des Clauses Particulières (CCP), commun pour l'ensemble des lots ;
- Les Formulaires DC1 et DC2, commun pour l'ensemble des lots ;
- Le Formulaire Dépôt de l'offre et Sous-traitance (DC4), commun pour l'ensemble des lots ;
- La Fiche de renseignements, commune pour l'ensemble des lots ;

Le dossier de consultation des entreprises est disponible gratuitement à l'adresse électronique suivante :

<https://www.marches-publics.gouv.fr/?page=Entreprise.EntrepriseAdvancedSearch&AllCons&id=2846764&orgAcronyme=s2d>

Aucune demande d'envoi du DCE sur support physique électronique n'est autorisée. INRAE Occitanie-Toulouse ne saurait être engagé par des documents non téléchargés sur le portail de dématérialisation.

Les candidats sont invités, pour télécharger les DCE, à s'identifier sur la plateforme. En cas de téléchargement anonyme, ou d'informations erronées dans le formulaire d'authentification, ils ne seront pas informés des éventuelles modifications de la consultation (modifications de dates, rectificatifs ou compléments de dossiers...).

Le pouvoir adjudicateur se réserve le droit d'apporter des modifications de détail au dossier de consultation au plus tard cinq (5) jours avant la date limite de réception des offres. Ce délai est décompté à partir de la date d'envoi par le pouvoir adjudicateur des modifications aux candidats ayant retiré le dossier initial. Les candidats devront alors répondre sur la base du dossier modifié sans pouvoir n'élever aucune réclamation à ce sujet.

Si, pendant l'étude du dossier par les candidats, la date limite de réception des offres est reportée, la disposition précédente est applicable en fonction de cette nouvelle date.

Article 5 - Présentation des candidatures et des offres

Le pouvoir adjudicateur applique le principe « Dites-le nous une fois ». Par conséquent, les candidats ne sont pas tenus de fournir les documents et renseignements qui ont déjà été transmis dans le cadre d'une précédente consultation et qui demeurent valables.

Les offres des candidats seront entièrement rédigées en langue française et exprimées en EURO. Si les offres des candidats sont rédigées dans une autre langue, elles doivent être accompagnées d'une traduction en français, cette traduction doit concerner l'ensemble des documents remis dans l'offre.

Documents à produire

Chaque candidat aura à produire un dossier complet comprenant les pièces suivantes :

Pièces de la candidature telles que prévues aux articles L.2142-1, R.2142-3, R.2142-4, R.2143-3 et R.2143-4 du Code de la commande publique :

Renseignements concernant la situation juridique de l'entreprise :

Libellés	Signature
Déclaration sur l'honneur pour justifier que le candidat n'entre dans aucun des cas d'interdiction de soumissionner	Non
L'habilitation de pouvoir	Non
La déclaration du candidat	Non
La lettre de candidature	Non

Renseignements concernant la capacité économique et financière de l'entreprise :

Libellés	Signature
Déclaration concernant le chiffre d'affaires global et le chiffre d'affaires concernant les prestations objet du contrat, réalisées au cours des trois derniers exercices disponibles	Non
Déclaration appropriée de banques ou preuve d'une assurance pour les risques professionnels	Non

Renseignements concernant les références professionnelles et la capacité technique de l'entreprise :

Libellés	Signature
Déclaration indiquant les effectifs moyens annuels du candidat et l'importance du personnel d'encadrement pour chacune des trois dernières années	Non
Liste des principales prestations effectuées au cours des trois dernières années, indiquant le montant, la date et le destinataire. Elles sont prouvées par des attestations du destinataire ou, à défaut, par une déclaration du candidat	Non
Indication des techniciens ou des organismes techniques, qu'ils soient ou non intégrés au candidat, en particulier de ceux qui sont responsables du contrôle de la qualité	Non
Déclaration indiquant l'outillage, le matériel et l'équipement technique dont le candidat dispose pour la réalisation du contrat	Non

En application de l'article R.2143-4 du Code de la commande publique, pour présenter leur candidature, les candidats peuvent utiliser les formulaires DC1 (lettre de candidature) et DC2 (déclaration du candidat). Ces documents sont disponibles gratuitement sur le site www.economie.gouv.fr.

Ils peuvent aussi utiliser le Document Unique de Marché Européen (DUME).

Pour justifier des capacités professionnelles, techniques et financières d'autres opérateurs économiques sur lesquels il s'appuie pour présenter sa candidature, le candidat produit les mêmes documents concernant cet opérateur économique que ceux qui lui sont exigés par le pouvoir adjudicateur. En outre, pour justifier qu'il dispose des capacités de cet opérateur économique pour l'exécution des prestations, le candidat produit un engagement écrit de l'opérateur économique.

Pièces de l'offre :

Libellés	Signature
• <u>L'Acte d'Engagement</u> (AE) et ses annexes : à compléter, dater et signer par les représentants qualifiés de l'entreprise ayant vocation à être titulaire de l'accord-cadre et à engager l'entreprise	Oui
• <u>Le Bordereau des Prix Unitaires</u> (en version PDF et Excel) : à compléter, dater et signer par les représentants qualifiés de l'entreprise ayant vocation à être titulaire de l'accord-cadre et à engager l'entreprise	Oui
• <u>Le(s) Catalogue(s) des prix</u> (en version PDF et Excel) : à compléter, dater et signer par les représentants qualifiés de l'entreprise ayant vocation à être titulaire de l'accord-cadre et à engager l'entreprise	Oui
• <u>Le Cahier des Clauses Particulières</u> (C.C.P) : à accepter sans aucune modification, dûment paraphé, tamponné, daté et signé par la personne habilitée à engager l'entreprise	Oui
• Le <u>Mémoire technique</u> devra présenter les dispositions que l'entreprise se propose d'adopter pour l'exécution de l'accord-cadre, dont <u>notamment</u> : – La(les) certification(s) par le(s) fournisseur(s) de séquenceur(s) à haut-débit – Ses accréditations selon les normes IOS9001 ou équivalents pour les procédures, méthodes et mode opératoires utilisés pour chaque lot de prestation – La description de son système de management de la traçabilité et de la qualité – Le modèle de rapport des types de Contrôle Qualité effectués – La description du mode de transmission des résultats – Les coordonnées de l'interlocuteur dédié pour l'unité – Les prérequis (quantité/volume, qualité) des échantillons pour chacun des lots – L'adresse postale à laquelle les échantillons devront être envoyés – Les critères de qualité des analyses de chaque lot : O Longueur de lecture O Nombre de bases et/ou de lectures O Contrôle Qualité des lectures O Taux de conversion (lot 2 et lot 3) – Le délai de rendu des résultats à compter de la réception des échantillons Ce mémoire technique comprendra toutes justifications et observations permettant de déterminer la qualité de l'offre et la proposition de prix.	Oui
• <u>La fiche de renseignements</u> complétée	Oui

L'offre, qu'elle soit présentée par une seule entreprise ou par un groupement, devra indiquer tous les sous-traitants connus lors de son dépôt. Elle devra également indiquer les prestations (et leur montant) dont la sous-traitance est envisagée, la dénomination et la qualité des sous-traitants. Pour cela, les candidats peuvent utiliser le formulaire DC4 prévu à cet effet, disponible gratuitement sur le site www.economie.gouv.fr.

Article 6 - Conditions d'envoi ou de remise des plis

Les plis devront parvenir à destination avant la date et l'heure limites de réception des offres indiquées sur la page de garde du présent document.

Article 6.1 - Transmission électronique

La transmission des documents par voie électronique est effectuée sur le profil d'acheteur du pouvoir adjudicateur, à l'adresse URL suivante :

<https://www.marches-publics.gouv.fr/?page=Entreprise.EntrepriseAdvancedSearch&AllCons&id=2846764&orgAcronyme=s2d>

Le choix du mode de transmission est global et irréversible. Les candidats doivent appliquer le même mode de transmission à l'ensemble des documents transmis au pouvoir adjudicateur.

Le pli doit contenir deux dossiers distincts comportant respectivement les pièces de la candidature et les pièces de l'offre définies au présent Règlement de la Consultation.

Chaque transmission fera l'objet d'une date certaine de réception et d'un accusé de réception électronique. A ce titre, le fuseau horaire de référence est celui de (GMT+01:00) Paris, Bruxelles, Copenhague, Madrid. Le pli sera considéré « hors délai » si le téléchargement se termine après la date et l'heure limites de réception des offres.

Si une nouvelle offre est envoyée par voie électronique par le même candidat, celle-ci annule et remplace l'offre précédente.

- La copie de sauvegarde

Le pli peut être doublé d'une copie de sauvegarde transmise dans les délais impartis, sur support physique électronique (CD-ROM, DVD-ROM, clé usb) ou sur support papier. Cette copie doit être placée dans un pli portant la mention « copie de sauvegarde », ainsi que le nom du candidat et l'identification de la procédure concernée.

Elle est ouverte dans les cas suivants :

- lorsqu'un programme informatique malveillant est détecté dans le pli transmis par voie électronique ;
- lorsque le pli électronique est reçu de façon incomplète, hors délai ou n'a pu être ouvert, à condition que sa transmission ait commencé avant la clôture de la remise des plis.

La copie de sauvegarde peut être transmise ou déposée à l'adresse suivante :

Centre INRAE Occitanie -Toulouse
Service Achats Marchés - SDAR
24, chemin de Borde Rouge - CS 52627
31326 CASTANET TOLOSAN CEDEX - France
@ : marches-toulouse@inrae.fr

- Format électronique

Aucun format électronique n'est préconisé pour la transmission des documents. Cependant, les fichiers devront être transmis dans des formats largement disponibles.

Les formats électroniques dans lesquels les documents peuvent être transmis sont les suivants :

- Archives : .zip, .7z ;
- Documents : .docx, .xls, .pdf, .odt, ods ;
- Informations graphique/images : *.jpg, *.gif, *.png ;
- Plans : *.dwg ; *.dxf.

De préférence, la taille des fichiers ne doit pas dépasser 50 mégaoctets.

Le candidat veillera à :

- ne pas utiliser certains formats, notamment les « .exe » ;
- favoriser les formats dits « ouverts » propres à la conservation à long terme des données : xml ou pdf pour les fichiers texte, jpg ou png pour les fichiers images.

- ne pas utiliser certains outils, notamment les « macros »,
- ne pas verrouiller ses documents par des mots de passe qui rendraient impossible leur lecture par le pouvoir adjudicateur ;
- renseigner, lors du téléchargement du DCE, son nom, une adresse électronique ainsi que le nom d'un correspondant afin qu'il puisse bénéficier de toutes les informations complémentaires diffusées lors du déroulement de la présente consultation, en particulier les éventuels compléments (précisions, réponses, rectifications).

- Signature électronique

La signature électronique des documents n'est pas exigée dans le cadre de cette consultation.

La signature électronique du contrat par l'attributaire n'est pas exigée dans le cadre de cette consultation.

Les frais d'accès au réseau et de recours à la signature électronique sont à la charge des candidats.

Après attribution, les candidats sont informés que l'offre électronique retenue sera transformée en offre papier, pour donner lieu à la signature manuscrite de l'accord-cadre par les parties.

Tout document contenant un virus informatique fera l'objet d'un archivage de sécurité et sera réputé n'avoir jamais été reçu. Le candidat concerné en sera informé. Dans ces conditions, il est conseillé aux candidats de soumettre leurs documents à un anti-virus avant envoi.

Article 6.2 - Transmission sous support papier

La transmission des plis par voie électronique est imposée pour cette consultation. Par conséquent, la **transmission par voie papier n'est pas autorisée.**

Article 7 - Examen des candidatures et des offres

Article 7.1 - Sélection des candidatures

Avant de procéder à l'examen des candidatures, s'il apparaît que des pièces du dossier de candidature sont manquantes ou incomplètes, le pouvoir adjudicateur peut décider de demander à tous les candidats concernés de produire ou compléter ces pièces dans un délai maximum de cinq (5) jours.

Les candidatures conformes et recevables seront examinées, à partir des seuls renseignements et documents exigés dans le cadre de cette consultation, pour évaluer leur situation juridique ainsi que leurs capacités professionnelles, techniques et financières.

Article 7.2 - Attribution des accords-cadres

Le jugement des offres sera effectué dans les conditions prévues aux articles L.2152-1 à L.2152-4, R.2152-1 et R.2152-2 du Code de la commande publique et donnera lieu à un classement des offres.

L'attention des candidats est attirée sur le fait que toute offre irrégulière pourra faire l'objet d'une demande de régularisation, à condition qu'elle ne soit pas anormalement basse. En revanche, toute offre inacceptable ou inappropriée sera éliminée.

Les critères retenus pour le jugement des offres sont pondérés de la manière suivante :

Critères	Pondération
Critère n° 1 - Prix de la prestation à l'échantillon (BPU)	30.0

Critère n° 2 - Valeur technique	65.0
2.1 - Délai de rendu des résultats de données brutes	20.0
2.2 - Qualité des résultats de données brutes	15.0
2.3 - Traçabilité de la prestation	10.0
2.4 - Mode de mise à disposition des résultats	10.0
2.5 - Communication avec un référent dédié au client	10.0
Critère n° 3 - Performance en matière de développement durable	5.0

Le critère n° 1 « **Prix de la prestation à l'échantillon (BPU)** » sera noté de la manière suivante :
NOTE = (Offre la plus basse / Offre proposée par le candidat) X (valeur pondération critère prix)
Etant entendu que les prestations unitaires correspondent aux prestations définies dans le CCP et dans le BPU.

Concernant les prix unitaires, dans le cas où des erreurs purement matérielles (de multiplication, d'addition ou de report) seraient constatées entre les indications portées sur le bordereau des prix unitaires et le détail quantitatif estimatif, le bordereau des prix prévaudra et le montant du détail quantitatif estimatif sera rectifié en conséquence. L'entreprise sera invitée à confirmer l'offre ainsi rectifiée ; en cas de refus, son offre sera éliminée comme non cohérente.

Les critères n° 2 « **Valeur technique** » et n° 3 « **Performance en matière de développement durable** » seront notés au regard des éléments apportés dans le mémoire technique accompagné des justifications et observations.

Article 7.3 - Suite à donner à la consultation

Les trois offres les mieux classées de chaque lot, sous réserve d'un nombre suffisant d'offres, seront donc retenues à titre provisoire en attendant que les candidats produisent les certificats et attestations des articles R.2143-6 à R.2143-10 du Code de la commande publique. Le délai imparti par le pouvoir adjudicateur pour remettre ces documents ne pourra être supérieur à cinq (5) jours.

Article 8 - Renseignements complémentaires

Article 8.1 - Adresses supplémentaires et points de contact

Pour tout renseignement complémentaire concernant cette consultation, les candidats transmettent impérativement leur demande par l'intermédiaire du profil d'acheteur du pouvoir adjudicateur, dont l'adresse URL est la suivante :

<https://www.marches-publics.gouv.fr/?page=Entreprise.EntrepriseAdvancedSearch&AllCons&id=2846764&orgAcronyme=s2d>

Cette demande doit intervenir au plus tard neuf (9) jours avant la date limite de remise des plis (soit le lundi 6 octobre 2025 à 12h00).

Une réponse sera alors adressée, à toutes les entreprises ayant retiré le dossier ou l'ayant téléchargé après identification, sept (7) jours au plus tard avant la date limite de remise des plis (soit le mercredi 8 octobre 2025 à 12h00).

Article 8.2 - Procédures de recours

Le tribunal territorialement compétent est :

Tribunal Administratif de Toulouse

68 rue Raymond IV
BP 7007
31068 TOULOUSE CEDEX 7
Tél : 05 62 73 57 57
Télécopie : 05 62 73 57 40
Courriel : greffe.ta-toulouse@juradm.fr
Adresse internet (U.R.L) : <http://toulouse.tribunal-administratif.fr/>

Les voies de recours ouvertes aux candidats sont les suivantes :

- Référé précontractuel prévu aux articles L.551-1 à L.551-12 du Code de justice administrative (CJA), et pouvant être exercé avant la signature du contrat.
- Référé contractuel prévu aux articles L.551-13 à L.551-23 du CJA, et pouvant être exercé dans les délais prévus à l'article R.551-7 du CJA.
- Recours de pleine juridiction ouvert aux tiers justifiant d'un intérêt lésé, et pouvant être exercé dans les deux mois suivant la date à laquelle la conclusion du contrat est rendue publique.

Pour obtenir des renseignements relatifs à l'introduction des recours, les candidats devront s'adresser à :

Tribunal Administratif de Toulouse
68 rue Raymond IV
BP 7007
31068 TOULOUSE CEDEX 7
Tél : 05 62 73 57 57
Télécopie : 05 62 73 57 40
Courriel : greffe.ta-toulouse@juradm.fr
Adresse internet (U.R.L) : <http://toulouse.tribunal-administratif.fr/>

En cas de difficultés survenant lors de la procédure de passation, l'organe chargé de jouer le rôle de médiateur est :

Tribunal Administratif de Toulouse
68 rue Raymond IV
BP 7007
31068 TOULOUSE CEDEX 7

Tél : 05 62 73 57 57
Télécopie : 05 62 73 57 40
Courriel : greffe.ta-toulouse@juradm.fr
Adresse internet (U.R.L) : <http://toulouse.tribunal-administratif.fr/>